Communiqué de soutien à la mobilisation étudiante

Depuis le mardi 18 février, les étudiant-e-s de Sciences Po Bordeaux ont engagé une mobilisation légitime contre les coupes budgétaires de plus de 600 millions d'euros dans l'enseignement supérieur et la recherche, passées en force via le 49.3, contre la place grandissante des intérêts patronaux dans les facs et notamment d'entreprises comme Safran, Thalès et Dassault complices du genocide palestinien, qui ont un partenariat actif avec l'université au travers de la "chaire défense". Face à cette mobilisation démocratique, la direction de l'établissement choisit la répression, le mépris et la désinformation plutôt que le dialogue.

En refusant de reconnaître la légitimité de l'Assemblée Générale, en menaçant les étudiant-e-s de sanctions disciplinaires et en colportant des mensonges sur la composition du mouvement, l'administration cherche à décrédibiliser leur lutte. Pire encore, en refusant d'ouvrir un espace sécurisé malgré des menaces avérées d'attaques de l'extrême droite – comme cela s'est produit le soir du 18 février, où un étudiant de l'IEP s'est fait agresser physiquement par cinq militants fascistes – la direction met en danger les étudiant-e-s qu'elle est censée protéger.

Nous, organisations syndicales signataires, dénonçons fermement cette répression et ces manœuvres indignes. Nous affirmons notre solidarité pleine et entière avec les étudiant-e-s mobilisé-e-s et leur droit à s'organiser librement pour défendre un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche à la hauteur des besoins.

Nous exigeons que la direction de Sciences Po Bordeaux prenne enfin ses responsabilités : ouverture d'un dialogue sincère peu importe le mode de représentation décidé par les étudiant-e-s, respect des libertés démocratiques et garanties de sécurité pour l'ensemble des étudiant-e-s.

La lutte des étudiant-e-s est légitime, leur mobilisation doit être entendue !

Cosignataires :

Soutiens :